



La croissance économique, la faim et la malnutrition

Croissance des revenus et modification de la consommation alimentaire

Message clé

Pour que la croissance économique se traduise par une amélioration de la nutrition des plus démunis, il faut que les pauvres soient parties prenantes au processus de croissance et qu'ils en bénéficient:

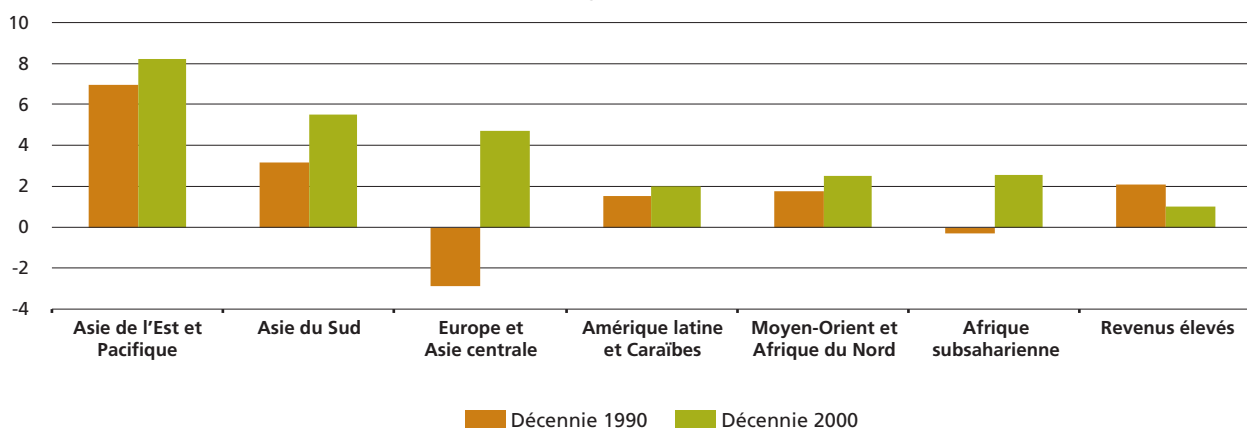
- i) la croissance doit mobiliser les pauvres et parvenir jusqu'à eux;
- ii) les pauvres doivent utiliser leur revenu supplémentaire pour améliorer quantitativement et qualitativement leur alimentation et accéder à de meilleurs services de santé et d'assainissement;
- iii) les gouvernements doivent destiner les ressources publiques supplémentaires à des biens et services publics profitant aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim.

Ces dernières décennies, la croissance économique a multiplié les possibilités de faire reculer la faim et la malnutrition. Entre 1990 et 2010, le revenu réel par habitant a augmenté globalement de près de 2 pour cent par an, mais avec des différences majeures selon les pays et les décennies. Pour tous les groupes de pays en développement, les taux de croissance ont été plus élevés dans les années 2000 que dans les années 90, avec des redressements particulièrement spectaculaires en Afrique subsaharienne et dans la région Europe et Asie centrale (uniquement dans les pays en développement des deux groupes; figure 6). Pendant les deux périodes, ce sont l'Asie de l'Est et le Pacifique qui ont enregistré la croissance (de loin) la plus rapide. Dans les pays à revenu élevé, les taux de croissance ont fléchi dans les années 2000.

FIGURE 6

Les taux de croissance économique varient fortement, selon les régions et les périodes de référence

Taux de croissance annuels du PIB réel par habitant (en pourcentage)

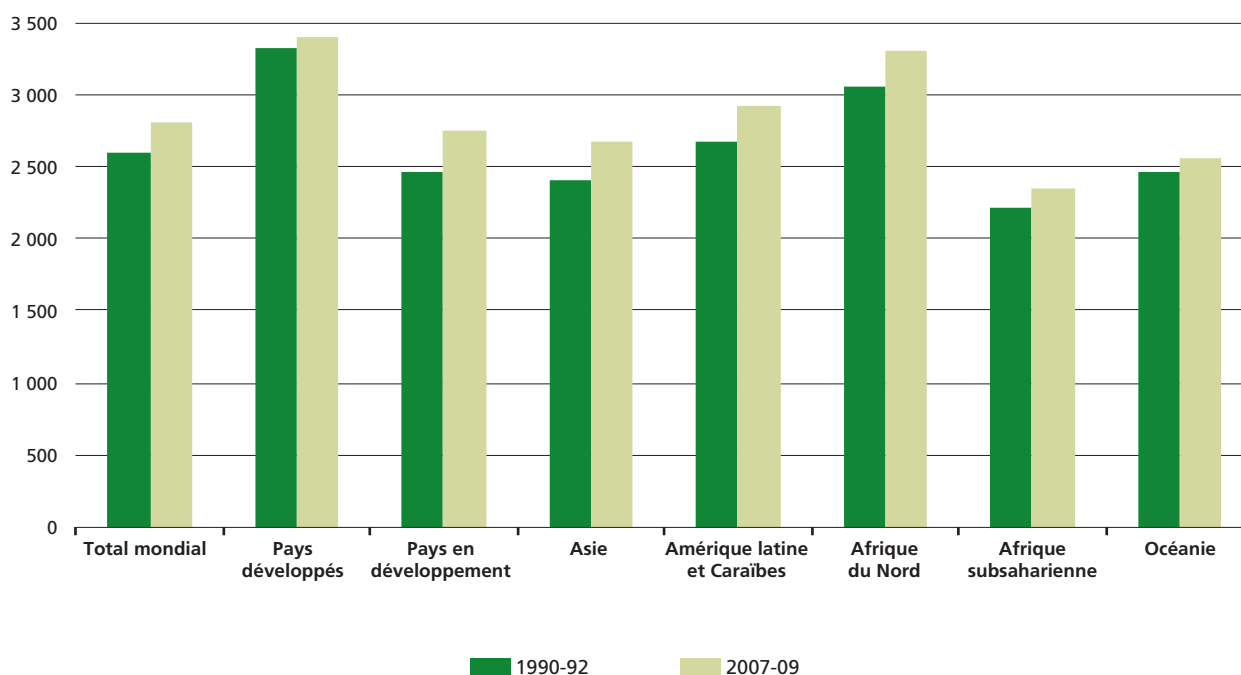


Note: Tous les groupes se réfèrent exclusivement à des pays en développement (sauf à la rubrique «Revenus élevés»). Le PIB réel par habitant est exprimé en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA).
Source des données brutes: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

FIGURE 7

Globalement, les disponibilités énergétiques alimentaires ont augmenté dans toutes les régions

Disponibilités énergétiques alimentaires (kcal/personne/jour)



Source: FAO.

Pour que la croissance économique contribue à améliorer l'accès à une alimentation suffisante au plan quantitatif (énergie alimentaire) et au plan qualitatif (diversité, teneur en éléments nutritifs et sécurité sanitaire), trois conditions essentielles doivent être remplies. Premièrement, la croissance doit mobiliser les pauvres et parvenir jusqu'à eux et créer des emplois et des possibilités de génération de revenus qui soient à leur portée. Deuxièmement, les pauvres doivent utiliser leur revenu supplémentaire pour améliorer quantitativement et qualitativement leur alimentation, l'eau et l'assainissement et pour accéder à de meilleurs services de santé (les femmes jouent un rôle crucial à cet égard, car elles veillent à ce que les dépenses suivent effectivement ce modèle). Troisièmement, les gouvernements doivent allouer les recettes publiques supplémentaires à des mécanismes de protection sociale et à des biens et services publics essentiels, tels que l'éducation, les infrastructures et les mesures de santé publique.

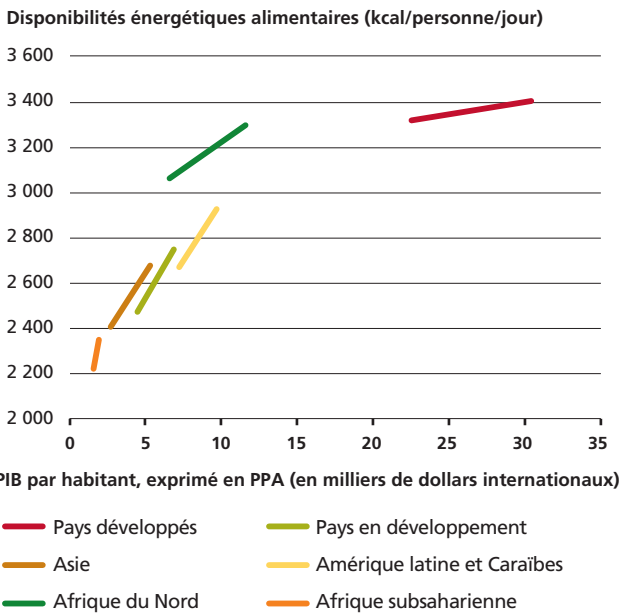
Avant d'examiner ces trois conditions clés de manière plus approfondie, le rapport présente les grandes tendances en matière d'énergie alimentaire et de nutrition qui ont marqué les deux dernières décennies.

Tendances de la disponibilité énergétique alimentaire

L'augmentation annuelle de 2 pour cent du revenu réel par habitant, qui a été observée entre 1990 et 2010, a entraîné un accroissement de la demande en énergie alimentaire. En moyenne, la disponibilité énergétique alimentaire a augmenté de quelque 210 kcal par personne et par jour, soit 8 pour cent (figure 7). L'augmentation a été plus sensible dans les pays en développement (275 kcal/personne/jour) que dans les pays développés (86 kcal/personne/jour). Dans les régions des pays en développement, les augmentations absolues les plus conséquentes (260 kcal à 270 kcal par jour) ont été enregistrées en Asie (où la croissance économique a été la plus rapide), en Amérique latine et aux Caraïbes, et les plus modestes (moins de 130 kcal par jour) en Océanie et en Afrique subsaharienne (où la croissance économique a été lente). La figure 8 montre graphiquement que la demande en énergie est plus importante quand les revenus sont plus élevés. Elle montre aussi que les revenus supplémentaires ont plus d'effet quand les revenus sont faibles (dans ce cas, la pente des segments est plus raide).

FIGURE 8

La demande d'aliments s'accroît à mesure qu'augmentent les revenus



Notes: PPA = parité du pouvoir d'achat. Les totaux régionaux ne tiennent compte que des pays en développement.
Sources des données brutes: FAO et Banque mondiale.

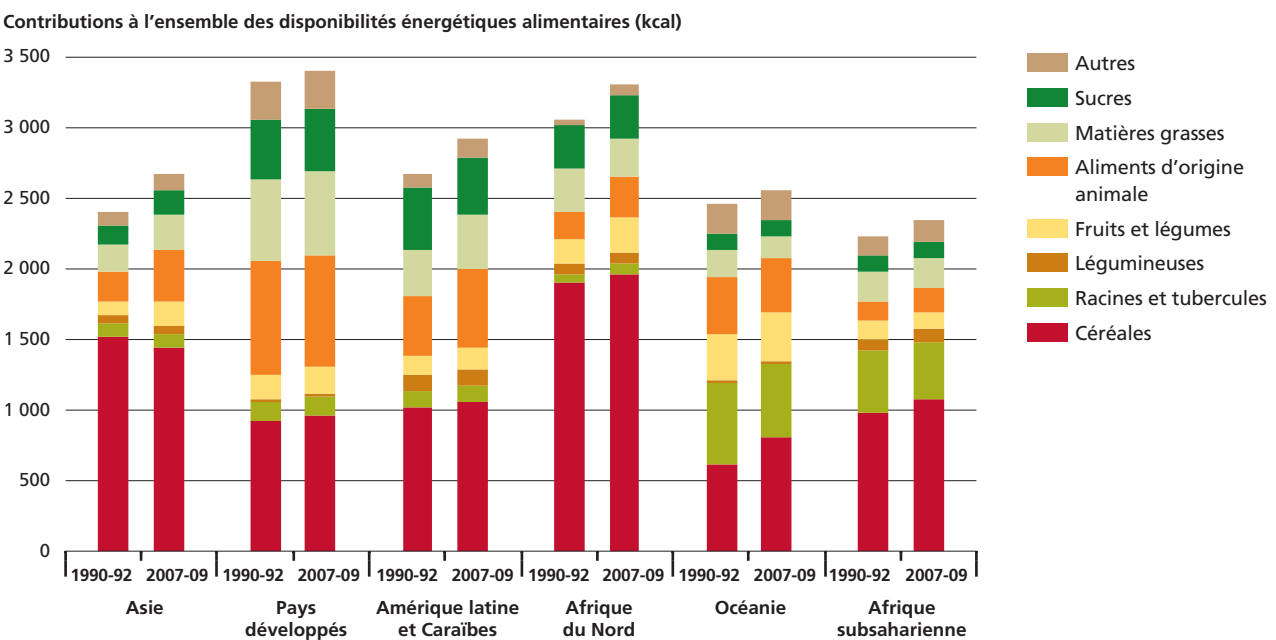
Modification des modèles de consommation alimentaire

L'augmentation de l'énergie alimentaire disponible s'est accompagnée de changements dans la composition des régimes alimentaires. C'est pourquoi, les sources de la disponibilité énergétique alimentaire varient au fil du temps, parallèlement à la hausse des revenus. La figure 9 illustre ces changements au niveau régional, en faisant apparaître les parts des grands groupes d'aliments dans la disponibilité énergétique alimentaire totale. Partout dans le monde, les parts des céréales, des racines et des tubercules ont fortement baissé, tandis que les parts des fruits et légumes et des produits animaux, y compris le poisson, ont augmenté.

Au plan régional, on observe des contrastes entre les régions qui ont enregistré une croissance économique rapide et celles où la croissance a été plus lente. En Asie, une région caractérisée par une croissance rapide, la quantité d'énergie alimentaire par personne, qui est fournie par les céréales, les racines et les tubercules a décliné malgré une augmentation de la disponibilité énergétique alimentaire totale par personne. Parallèlement, l'énergie alimentaire fournie par les produits d'origine animale et les fruits et légumes a sensiblement augmenté. En revanche, en Afrique subsaharienne, la disponibilité énergétique alimentaire provenant des céréales, des racines et des

FIGURE 9

Les régimes alimentaires se diversifient dans le monde entier

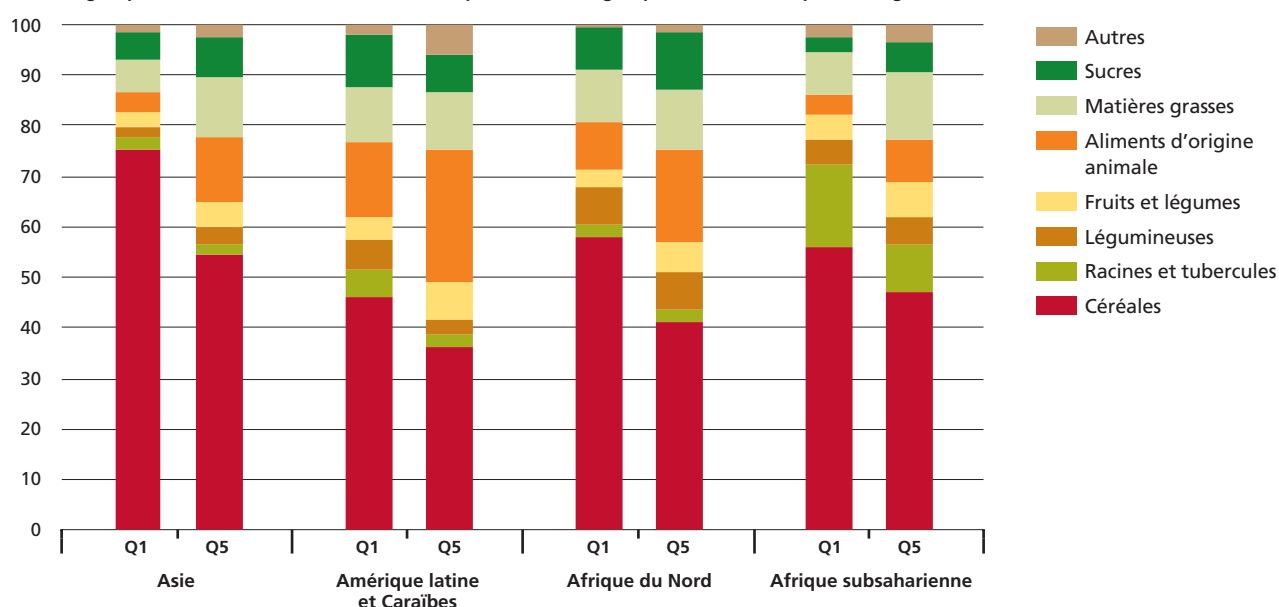


Source: FAO.

FIGURE 10

À mesure qu'augmentent les revenus, le régime alimentaire se diversifie

Part des groupes d'aliments dans l'ensemble des disponibilités énergétiques alimentaires (pourcentage)



Note: Les données se réfèrent aux ménages appartenant aux quintiles de revenu les plus faibles et les plus élevés, dans 47 pays en développement. Source: FAO, analyse des enquêtes sur les ménages.

tubercules a augmenté alors que l'énergie alimentaire tirée des aliments d'origine animale et des fruits et légumes est restée relativement constante.

De nombreuses études ont montré qu'il existait une relation positive significative au plan statistique entre le revenu total du ménage par personne et la diversité de l'alimentation, définie comme le nombre d'aliments individuels ou groupes d'aliments consommés pendant une période de temps donnée². L'étroite liaison des revenus et des régimes alimentaires peut être démontrée par les enquêtes sur la consommation des ménages. La figure 10 présente les résultats de l'analyse de 59 enquêtes sur les ménages conduites dans 47 pays en développement ces dernières années, pour le quintile des plus bas revenus par personne (Q1) et celui des plus hauts revenus par personne (Q5). Malgré les particularités régionales des régimes alimentaires, les résultats de l'enquête confirment que, indépendamment de la région, l'alimentation est plus diversifiée dans les groupes à plus haut revenu. Plus les revenus s'améliorent, plus la contribution des céréales, des racines et des tubercules à la disponibilité énergétique alimentaire totale par personne diminue, tandis que la contribution des aliments d'origine animale et des fruits et légumes augmente fortement. Dans la plupart des régions, la contribution relative des sucres à la disponibilité énergétique alimentaire globale augmente aussi de manière sensible.

La modification de la composition de l'alimentation, qui

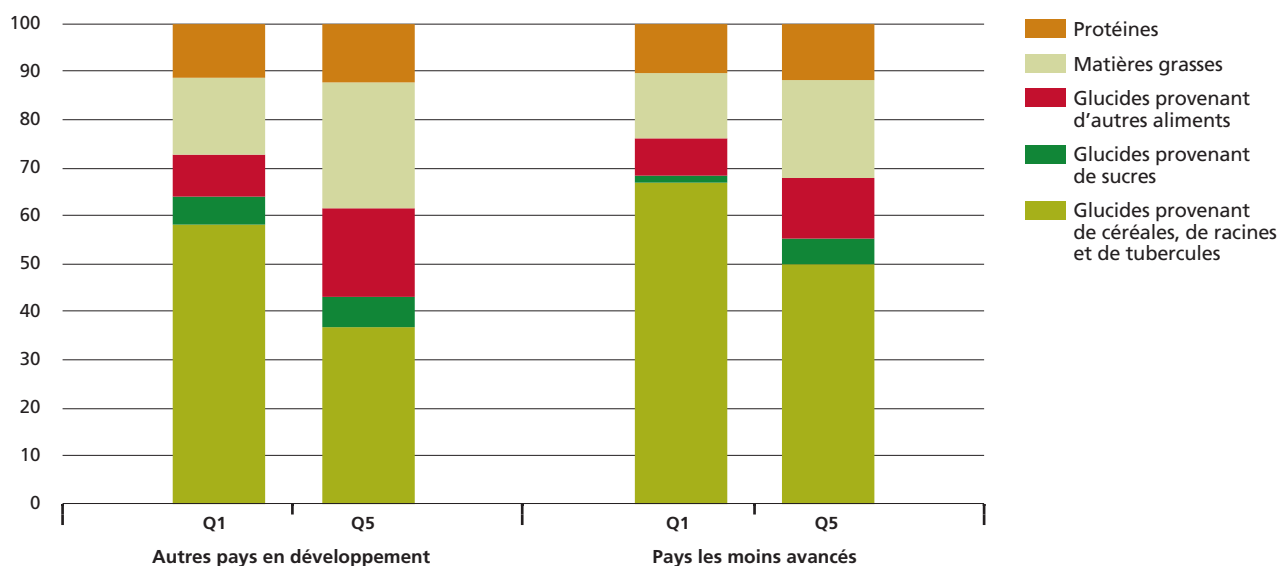
accompagne l'évolution du revenu, se répercute sur la disponibilité des éléments nutritifs. Comme le montre la figure 11, les glucides fournis par les céréales, les racines et les tubercules occupent une place bien moins importante dans l'alimentation des ménages à plus haut revenu. Inversement, la contribution des glucides provenant des sucres et d'autres aliments, de même que celle des lipides, sont relativement plus importantes chez les ménages à plus haut revenu. Ces éléments indiquent tous qu'une transition nutritionnelle majeure est en cours (voir plus loin). Ces changements comportent des aspects à la fois positifs et négatifs. De manière générale, une augmentation de la contribution des aliments autres que les produits alimentaires de base (c'est-à-dire, les aliments d'origine animale, les graisses et les huiles, les légumineuses, les fruits et légumes) est bénéfique pour la santé et la nutrition. Une augmentation de la part des lipides chez les personnes dont la consommation de matière grasse est faible peut représenter un progrès – les graisses sont fortement caloriques et sont indispensables pour assurer la biodisponibilité de certains micronutriments (ceux qui sont liposolubles). En revanche, chez les individus dont l'alimentation est plus riche en matières grasses, une nouvelle augmentation risque d'être préjudiciable pour la santé.

Enfin, on observe aussi une augmentation de la contribution relative des protéines à la disponibilité

FIGURE 11

Avec l'accroissement des revenus, la consommation de matières grasses augmente, alors que la consommation de céréales, de racines et de tubercules diminue

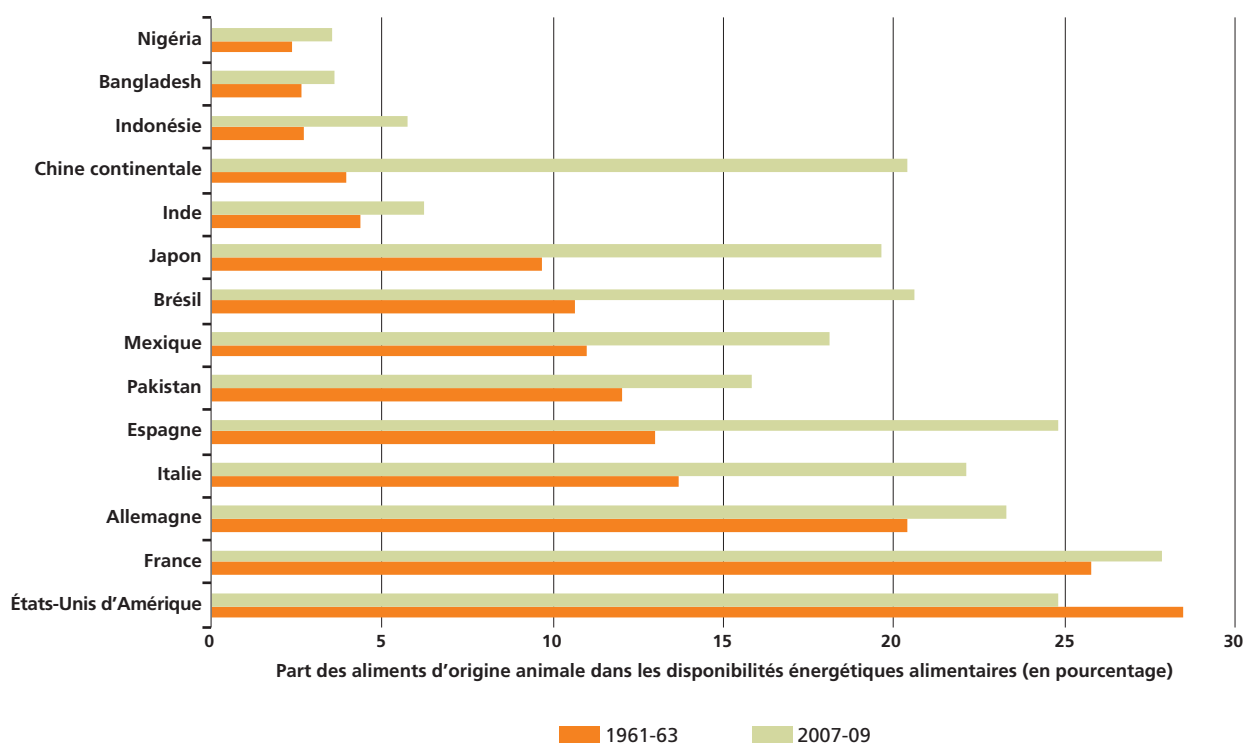
Part des macronutriments dans l'ensemble des disponibilités énergétiques alimentaires (en pourcentage)



Note: Les données se réfèrent aux ménages appartenant aux quintiles de revenu les plus faibles et les plus élevés, dans 47 pays en développement.
Source: FAO, analyse des enquêtes sur les ménages.

FIGURE 12

Dans la plupart des pays connaissant un essor économique rapide, les aliments d'origine animale occupent une part plus importante dans les régimes alimentaires



Source des données brutes: FAO.

énergétique alimentaire totale, mais ce changement est relativement limité par rapport aux autres.

Comme le montre la figure 10, la consommation d'aliments d'origine animale (y compris le poisson) progresse notablement quand le revenu par personne augmente. Au demeurant, avec la croissance économique soutenue que l'on observe dans le monde entier depuis le début des années 60, la croissance de la consommation des aliments d'origine animale a largement pris de vitesse celle des autres grands groupes d'aliments³. La consommation de lait par personne a quasiment doublé dans les pays en développement, la consommation de viande et de poisson a triplé et la consommation d'œufs a été multipliée par cinq. La croissance a été la plus forte en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans la région Amérique latine et Caraïbes, alors qu'elle a stagné en Afrique subsaharienne. D'une manière générale, les taux de croissance ont été plus faibles dans les pays développés, où les niveaux de consommation étaient initialement plus élevés que dans les pays en développement.

Si l'on considère la contribution relative des aliments d'origine animale à la disponibilité énergétique alimentaire totale par personne, les régimes semblent converger vers un modèle plus uniforme, comme le montre la figure 12 pour un certain nombre de pays. Les augmentations ont été faibles dans les pays où cette contribution était déjà élevée (il y a même eu un recul aux États-Unis), avec une part comprise entre 20 pour cent à 25 pour cent au début des années 60 (par exemple, la France, l'Allemagne, les États-Unis), tandis qu'elles ont été substantielles dans les pays où la contribution initiale était plus basse et où la croissance économique a été rapide pendant cette période. Ce deuxième groupe comprend des pays développés (par exemple, l'Italie et l'Espagne) et plusieurs pays en développement (par exemple, le Brésil et la Chine). En général, les niveaux de consommation d'aliments d'origine animale par personne sont encore plutôt faibles dans la plupart des pays en développement, malgré des taux de croissance élevés.

La viande, le poisson, le lait et les œufs fournissent des protéines qui contiennent une large gamme d'acides aminés et de micronutriments biodisponibles tels que le fer, le zinc, le calcium et les vitamines A et B₁₂, dont manquent souvent les personnes qui souffrent de malnutrition⁴. Plusieurs de ces éléments (notamment le fer et le zinc) sont difficiles à obtenir en quantité suffisante à partir d'une alimentation à base de produits végétaux (en raison d'une mauvaise biodisponibilité). Les aliments d'origine animale sont bénéfiques, en particulier pour les jeunes enfants. En revanche, il est à craindre qu'une consommation excessive de viande (en particulier la viande rouge), de produits laitiers et d'œufs par les enfants plus âgés et les

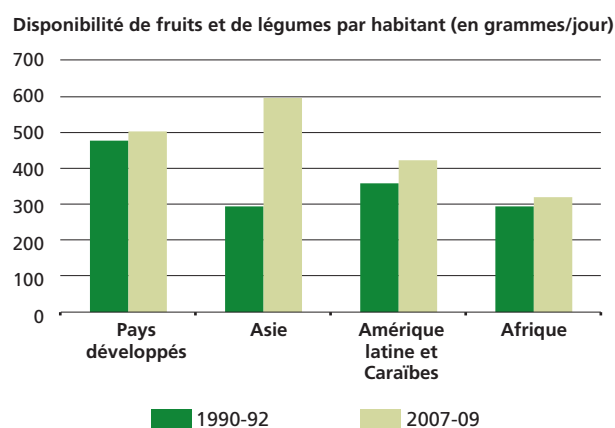
adultes soit préjudiciable pour la santé et accroisse le risque de développer des maladies non transmissibles chroniques telles que les maladies de cœur, le cancer, le diabète et l'obésité.

Les fruits et les légumes représentent un élément important d'une alimentation saine. L'OMS et la FAO recommandent un apport journalier minimum de 400 g de fruits et légumes (à l'exclusion des pommes de terre et autres tubercules féculents); en dessous de ce seuil, le risque de développer des maladies chroniques pourrait augmenter⁵. Une consommation suffisante de fruits et légumes contribue aussi à la prévention des carences en micronutriments.

On a constaté dans une étude récente que près de 80 pour cent de la population de 52 pays, appartenant essentiellement à la catégorie des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, consommaient moins que la quantité minimum recommandée de fruits et légumes⁶. Le pourcentage de la population dont la consommation était en dessous du seuil minimum variait de 37 pour cent au Ghana à 99 pour cent au Pakistan (la fourchette était la même pour les hommes et les femmes séparément). Il a aussi été observé que la consommation de fruits et légumes tendait à décroître avec l'âge et à augmenter avec le revenu. La disponibilité quotidienne moyenne par personne a augmenté dans beaucoup de régions, notamment en Asie, alors que la moyenne régionale reste en deçà des quantités minimales recommandées en Afrique, où la disponibilité quotidienne des fruits et légumes a stagné à un niveau bien inférieur aux niveaux recommandés (figure 13).

FIGURE 13

La consommation de fruits et de légumes augmente, mais reste insuffisante dans certaines régions



Source des données brutes: FAO.



En quoi la croissance économique contribue-t-elle à la réduction de la faim et à l'amélioration de la nutrition?

Message clé

La croissance économique et agricole devrait prendre en compte des considérations nutritionnelles.

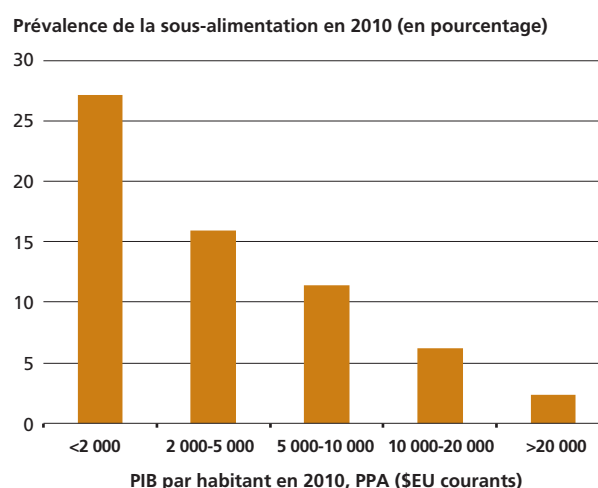
La croissance doit aboutir à une amélioration de la nutrition en donnant aux pauvres les moyens de mieux diversifier leur alimentation, en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé, en sensibilisant les consommateurs aux bonnes pratiques en matière de nutrition et de soins aux enfants et en prévoyant des distributions ciblées de compléments alimentaires dans les situations de carences graves en micronutriments. Une fois établie, la bonne nutrition est alors un moteur essentiel d'une croissance économique durable.

Sur le long terme, il est évident que l'augmentation du revenu par personne contribue à réduire la proportion de la population, qui ne reçoit pas un apport suffisant d'énergie alimentaire – l'ordre de grandeur des estimations de la sous-alimentation réalisées par la FAO dans les pays développés est largement inférieur à celui des estimations relatives aux pays en développement (figure 14). La section précédente a montré que la croissance économique entraînait une amélioration de la composition des régimes alimentaires et, en dernier ressort, une meilleure nutrition. Mais en quoi la croissance économique contribue-t-elle à réduire la sous-alimentation chez les plus pauvres parmi les pauvres? Et que faut-il faire de plus pour accélérer le recul de la faim et de la malnutrition?

Il y a plusieurs étapes fondamentales dans le processus qui relie la croissance économique (c'est-à-dire la croissance du PIB par habitant) à une réduction de la sous-alimentation et de la malnutrition. Premièrement, la croissance économique doit parvenir jusqu'aux personnes très pauvres. Pour réduire la pauvreté et la faim, la croissance doit générer une demande qui mobilise les moyens de production contrôlés par les pauvres. Deuxièmement, les ménages pauvres doivent utiliser une partie de leur nouveau revenu pour accroître leur consommation d'énergie alimentaire et d'autres éléments nutritifs et pour investir à titre individuel dans la santé, l'assainissement et l'éducation; à cet égard, le

FIGURE 14

La prévalence de la sous-alimentation recule, à mesure qu'augmente le PIB par habitant



Note: PPA = parité du pouvoir d'achat.

Source des données brutes: FAO et Banque mondiale.

rôle des femmes est crucial, car elles veillent à ce que les dépenses suivent ce modèle. Troisièmement, une grande partie des recettes publiques supplémentaires qui sont générées par la croissance économique doivent servir à financer les investissements publics dans les systèmes/ mécanismes de protection sociale, la nutrition, la santé et l'éducation, afin de renforcer le capital humain des pauvres. Les gouvernements devraient aussi investir dans les biens et services publics qui promeuvent la croissance dans les secteurs où les pauvres sont employés, par exemple le secteur de l'agriculture (voir le chapitre intitulé «La croissance de l'agriculture et sa contribution à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition», pages 30 à 39). En outre, une bonne gouvernance au niveau national est capitale, si l'on veut que ces trois étapes clés soient effectivement et durablement franchies. La bonne gouvernance englobe la fourniture d'un large éventail de biens publics essentiels, notamment la stabilité politique, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, le contrôle de la corruption et l'efficacité de l'administration publique.

■ La croissance économique parvient-elle jusqu'aux pauvres?

Les personnes qui ne bénéficient pas d'un apport alimentaire suffisant pour mener une vie saine et active font partie des plus pauvres du monde. Par définition, les plus pauvres ne disposent pas des ressources qui leur permettraient de produire une quantité suffisante de denrées alimentaires ou de les acheter sur le marché. C'est pourquoi la première condition que la croissance économique doit remplir pour contribuer à faire reculer la sous-alimentation est de parvenir jusqu'à ces personnes très pauvres.

Si l'on se tourne vers les données relatives à l'incidence de la croissance sur la pauvreté, la plupart des recherches à ce sujet ont conclu que la croissance économique entraînait des augmentations du revenu à la fois du quintile supérieur et du quintile inférieur de la distribution des revenus⁷. Mais les exceptions ne manquent pas – les pauvres ne bénéficient pas de tous les types de croissance dans toutes les situations. La mesure dans laquelle les pauvres bénéficient de la croissance est déterminée par : l'importance initiale des inégalités, les possibilités d'emploi accessibles aux pauvres qui sont générées par la croissance et le secteur économique qui est à l'origine de la croissance.

Plus la distribution des ressources telles que la terre, l'eau, les capitaux, l'éducation et la santé est inégale, plus les pauvres auront des difficultés à être parties prenantes au processus de croissance⁸ et plus le recul de la sous-alimentation risquera d'être lent. Par exemple, les pauvres ont souvent un niveau d'instruction trop faible pour entrer dans les nouveaux marchés du travail dynamiques où les salaires proposés sont plus intéressants. Les inégalités peuvent aussi freiner le rythme de la croissance économique globale⁹, ce qui représente un préjudice supplémentaire pour les pauvres. La croissance économique imputable à l'exploitation des minerais et du pétrole, par exemple, a moins de chances de réduire directement la pauvreté. Ces secteurs sont caractérisés par une forte proportion de capital, ce qui entraîne une plus faible croissance des revenus pour les pauvres, lesquels possèdent très peu de capitaux. En revanche, les recettes publiques tirées de ces secteurs peuvent être utilisées en faveur des pauvres. C'est ce qui a été fait en Indonésie, où les recettes publiques tirées des exportations de pétrole pendant les années 70 et 80 ont été utilisées pour améliorer les infrastructures rurales, notamment les centres médicaux et le réseau routier.

Les incidences de la croissance économique dépendent de la source de celle-ci. Il est abondamment démontré que les revenus des personnes très pauvres sont plus réactifs à la croissance agricole qu'à la croissance non agricole¹⁰. L'une des raisons pour lesquelles la croissance agricole tend à générer des revenus pour les pauvres est que, dans beaucoup de pays particulièrement touchés par la pauvreté, les pauvres sont souvent concentrés dans les zones rurales. Or, par rapport aux autres types de croissance, la croissance

agricole influence plus directement l'économie rurale. Ce point est examiné de manière plus approfondie dans le chapitre intitulé «La croissance de l'agriculture et sa contribution à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition», pages 30 à 39.

■ Comment les pauvres utilisent-ils leur revenu supplémentaire?

Même quand la croissance économique parvient jusqu'aux pauvres, d'autres facteurs importants sont susceptibles de faire reculer la sous-alimentation plus rapidement. Les pauvres doivent utiliser leur revenu supplémentaire pour acheter davantage d'énergie alimentaire et d'éléments nutritifs. Dans le cas des personnes très pauvres, la plupart des recherches montrent qu'en ce qui concerne l'énergie alimentaire, l'élasticité de la demande par rapport au revenu est effectivement positive et est d'ailleurs plus importante que chez les personnes riches ou relativement moins pauvres¹¹. En d'autres termes, les pauvres utilisent leur revenu supplémentaire pour acheter davantage d'énergie alimentaire, tandis que les riches ont beaucoup moins, voire pas du tout, tendance à le faire.

Cependant, quand les pauvres utilisent leur revenu supplémentaire pour acheter davantage d'aliments, ils ne visent pas toujours à accroître l'apport énergétique. Même les consommateurs pauvres utiliseront une partie de leur revenu supplémentaire pour se procurer des aliments de base plus onéreux que ceux qu'ils consomment habituellement, par exemple le riz au lieu du manioc ou le riz blanc bien usiné au lieu du riz plus grossier. Certains de ces changements ne font parfois rien pour accroître l'apport énergétique ou améliorer la nutrition, en revanche ils reflètent les préférences des consommateurs pour des attributs tels que le goût, l'odeur et l'apparence.

Plus les consommateurs sont aisés, plus ils tendent à accroître leur consommation d'aliments autres que les aliments de base (voir la figure 10 à la page 18, qui montre que la part du budget alimentaire consacrée aux aliments d'origine animale et aux fruits et légumes est beaucoup plus importante chez les riches que chez les pauvres). Là encore, certains de ces aliments amélioreront l'état nutritionnel et d'autres non. Les gens accordent de la valeur au fait d'être mieux nourris mais ils veulent aussi que leur alimentation ait meilleur goût. En outre, ils ignorent parfois les problèmes de santé associés à la consommation de certains aliments (qui favorisent l'obésité) et l'importance des micronutriments tels que l'iode, le fer, le zinc ou la vitamine A (dont les carences provoquent la «faim invisible»).

Enfin, les consommateurs décideront aussi de consacrer une partie de leur revenu supplémentaire à des dépenses non alimentaires très diverses, telles que l'éducation, les vêtements, la santé ou les téléphones portables. Ces choix peuvent être influencés par des campagnes d'information ou des programmes scolaires qui promeuvent les avantages

des investissements essentiels. Grâce aux investissements consacrés à des améliorations dans le domaine de la santé, par exemple l'aménagement de sanitaires et les visites plus fréquentes chez le médecin (en particulier pour les femmes enceintes), la croissance économique aura une incidence plus forte sur la nutrition. Ces modes de dépense impliquent que les incidences des chocs liés aux prix des denrées alimentaires et aux revenus (qu'ils soient positifs ou négatifs) ne touchent pas seulement l'apport énergétique et la consommation alimentaire mais aussi d'autres domaines, dans lesquels des ajustements deviennent nécessaires.

La façon dont le revenu supplémentaire du ménage est dépensé est fortement influencée par la part du revenu qui échoit aux femmes (voir l'encadré 6, page 41). Les recherches montrent que davantage d'argent est consacré aux dépenses qui améliorent la nutrition et la santé quand les femmes exercent un plus grand contrôle sur le revenu familial¹². Pendant les deux dernières décennies, les femmes sont entrées en force dans la population économiquement active, notamment dans les régions développées telles que l'Europe et l'Amérique du Nord et, dans une certaine mesure, les zones urbaines des pays en développement. Avec la poursuite de la croissance économique, il est probable que ce mouvement s'amplifie et, s'il permet aussi aux femmes d'acquiescer leur autonomie et de mieux maîtriser le revenu du ménage, il pourrait donner un nouvel élan à l'amélioration de la nutrition et de la santé des enfants.

■ Comment les gouvernements utilisent-ils leurs ressources supplémentaires?

La croissance économique fait augmenter à la fois les revenus privés et les ressources publiques. Les gouvernements peuvent utiliser ces ressources de multiples façons pour lancer et appuyer des réformes institutionnelles et des programmes qui profitent aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim: mesures qui garantissent un accès plus équitable aux ressources productives, investissements dans les infrastructures rurales et mesures qui promeuvent le développement durable des écosystèmes agricoles – dont beaucoup de pauvres dépendent pour subsister. Une large part des recettes publiques générées par la croissance économique devrait être utilisée pour financer l'éducation, la formation professionnelle et des mesures de santé publique très diverses. On peut citer à titre d'exemple: l'accès amélioré à l'eau potable; l'augmentation de la densité des centres médicaux, en particulier dans les zones rurales; la distribution ciblée de compléments vitaminés; et les campagnes d'information qui promeuvent les pratiques améliorées de soins aux enfants, telles que l'allaitement maternel, l'alimentation d'appoint et l'espacement des naissances.

Empiriquement, plus les ressources publiques sont élevées, plus les réalisations en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont nombreuses¹³, bien que les résultats soient variables selon les pays. Il est vrai qu'une réorientation des

dépenses budgétaires publiques pourrait contribuer à faire reculer la sous-alimentation même en l'absence de croissance économique, mais la croissance économique a tout de même plus de chances d'entraîner une augmentation des dépenses sociales pertinentes. C'est pourquoi, la croissance associée à la réallocation des ressources est probablement plus efficace pour faire reculer la sous-alimentation, que la croissance ou la réallocation prise isolément.

■ Quel est le rôle de la bonne gouvernance?

Message clé

Pour accélérer la réduction de la faim, il faut que la croissance économique soit doublée d'une action volontariste et déterminante des pouvoirs publics.

Les politiques et programmes publics doivent être créateurs d'un environnement propice à une croissance économique à long terme qui soit favorable aux pauvres. Un environnement porteur comporte la fourniture de biens et services publics pour le développement des secteurs productifs, un accès équitable des pauvres aux ressources, l'autonomisation des femmes et la conception et la mise en place de systèmes de protection sociale. Pour être efficaces, ces politiques et programmes doivent s'appuyer sur un système amélioré de gouvernance, reposant sur la transparence, la participation, l'obligation de rendre compte, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Comme il ressort de la première section du présent rapport, plusieurs pays ne sont pas parvenus à faire reculer la faim et la malnutrition conformément aux engagements qui ont été pris et aux objectifs qui ont été fixés. Soit leur croissance a été lente, soit la liaison entre la croissance et la réduction de la faim et de la malnutrition a mal fonctionné. L'une des raisons de ce dysfonctionnement pourrait être la faiblesse des structures de gouvernance et l'absence de volonté politique de placer la réduction de la faim au rang des premières priorités. Comme on peut le lire dans le deuxième projet de *Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition*, les causes de la faim et de la malnutrition sont notamment: «l'absence d'une bonne gouvernance permettant d'assurer la transparence, la responsabilité et la primauté du droit, qui sont les fondements de l'accès aux denrées alimentaires et de l'amélioration du niveau de vie; l'absence d'engagement politique de haut niveau et de priorité accordée à la lutte contre la faim et la malnutrition, notamment le fait que les promesses et les engagements passés n'ont pas été pleinement respectés, et l'absence de responsabilisation; le manque de cohérence dans les choix stratégiques tant dans

les pays qu'aux niveaux régional et mondial; une hiérarchisation insuffisante des politiques, des plans, des programmes et des financements prévus pour combattre la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire, centrés en particulier sur les populations les plus vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire; les guerres, les conflits, le manque de sécurité, l'instabilité politique et la faiblesse des institutions; et la faiblesse de la gouvernance internationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition»¹⁴.

La bonne gouvernance est essentielle, si l'on veut que la croissance économique contribue effectivement et durablement à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition. Par bonne gouvernance, on entend notamment la fourniture de biens publics essentiels, tels que la stabilité politique, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et l'efficacité de l'administration publique. La bonne gouvernance repose sur des institutions

performantes. La concrétisation du droit à l'alimentation peut donner du poids à une stratégie efficace en matière de sécurité alimentaire, en garantissant des processus politiques transparents, la responsabilisation des institutions publiques et la définition claire des obligations du gouvernement et des droits et devoirs des bénéficiaires.

Pour que les pauvres bénéficient de la croissance économique, il est vital qu'ils aient leur mot à dire sur les décisions qui les concernent. L'expérience prouve que la participation de toutes les parties prenantes – y compris les femmes vulnérables, les jeunes, les populations autochtones et les autres groupes marginalisés de la population – à la formulation, la planification, l'exécution et le suivi et évaluation des activités de développement se traduit par un accès plus équitable aux ressources et des avantages plus nombreux pour les pauvres en conséquence de la croissance économique.



Résultats en matière de nutrition – des progrès à l'échelle mondiale, mais encore beaucoup de problèmes

Diverses indications laissent penser que l'augmentation de la disponibilité énergétique alimentaire par personne et la diversification de l'alimentation, que l'on observe dans beaucoup de pays, ont contribué à une amélioration générale de la nutrition à l'échelle mondiale¹⁵. Une évaluation récente a conclu que l'application des recommandations formulées par l'OMS en matière d'alimentation, avait progressé dans le monde entier au cours des deux dernières décennies, malgré des disparités importantes entre les régions¹⁶.

La nutrition des enfants s'est aussi améliorée. Le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale (poids insuffisant par rapport à l'âge) a baissé, passant de 25 pour cent en 1990 à 16 pour cent en 2010, tandis que le retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de cinq ans a globalement reculé, passant de 39 pour cent à 26 pour cent pendant la même période. La diminution de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants, qui a été plutôt lente en Afrique, a été la plus rapide en Asie, notamment en Chine et en Asie du Sud-Est, où le retard de croissance est aussi tombé de 49 pour cent à 28 pour cent entre 1990 et 2010 (voir l'exemple du Bangladesh dans l'encadré 1)¹⁷. Les taux les plus élevés d'insuffisance pondérale chez les enfants et de mortalité infanto-juvénile sont observés en Afrique

subsaharienne mais, ces dernières années, la mortalité infantile a sensiblement reculé dans beaucoup de pays de cette région¹⁸.

La réduction des carences en micronutriments, ou «faim invisible», a aussi fait des progrès pendant les deux dernières décennies. Les avancées en matière d'élimination de la carence en vitamine A ont été remarquables en Asie de l'Est et une grande partie des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, tandis que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Centre et du Sud sont restées à la traîne. Grâce à l'expansion réussie des programmes d'iodation du sel, la prévalence des carences en iode semble avoir notablement décliné dans le monde entier.

Il est vrai qu'une croissance économique plus rapide explique certains des excellents résultats obtenus en Asie, mais on peut difficilement attribuer à une croissance économique contrastée certaines disparités importantes que l'on observe d'un pays à l'autre en matière de dénutrition des enfants. L'un des facteurs qui entre en jeu est l'existence ou l'absence de lien entre la croissance et la réduction de la pauvreté. Parmi les autres facteurs, on peut citer l'ordre de priorité qui est établi dans les stratégies agricoles entre les céréales de base, les fruits, les légumes, l'élevage et la pêche, l'accès à l'eau propre, la santé et l'assainissement et les traditions culturelles. Même quand les pauvres bénéficient de

ENCADRÉ 1

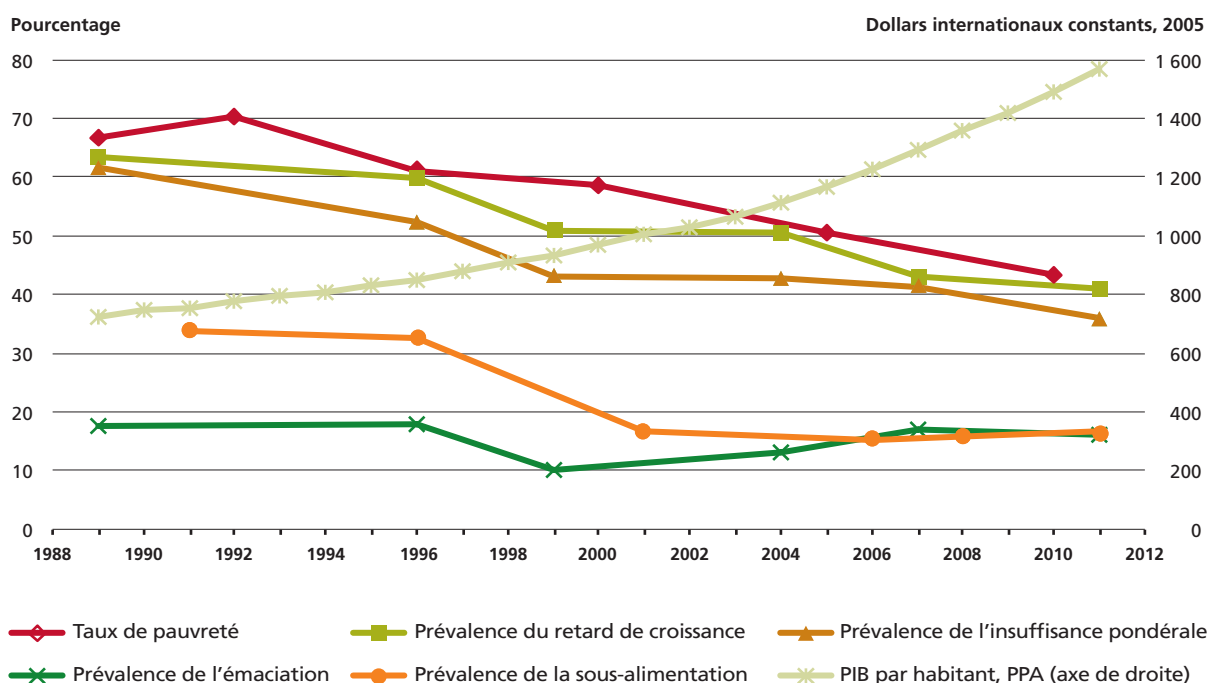
Croissance économique et nutrition au Bangladesh

Le Bangladesh a connu une croissance économique rapide pendant les deux dernières décennies et a aussi obtenu des résultats plutôt satisfaisants dans le domaine de la nutrition, en particulier dans les années 90. Le PIB par habitant a doublé entre 1990 et 2010 (voir la figure), et le taux de croissance annuel moyen dans le secteur agricole a été égal à 3,3 pour cent (propulsé par des augmentations spectaculaires des rendements du riz). Les taux de pauvreté ont sensiblement baissé pendant cette période, ce qui indique que la croissance économique est parvenue jusqu'aux pauvres. La prévalence du retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge, un indicateur de la malnutrition chronique) et de l'insuffisance pondérale (poids insuffisant par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de cinq ans a fortement baissé dans les années 90, avant de stagner entre 1999 et 2004. Ainsi, entre 1990 et 1999, le retard de croissance a baissé de 12 pour cent, passant de 63 pour cent à 51 pour cent, et l'insuffisance pondérale est tombée de manière encore plus marquée, de

62 pour cent à 43 pour cent, alors qu'entre 1999 et 2004, aucun progrès n'a été enregistré. L'amélioration s'est ensuite poursuivie avec des ralentissements épisodiques: entre 2004 et 2011, l'insuffisance pondérale a baissé de 7 pour cent, la plus grande partie de la baisse étant concentrée entre 2007 et 2011, et le retard de croissance a reculé de 10 pour cent, dont 8 pour cent entre 2004 et 2007. Selon les estimations actuelles, le Bangladesh qui a déjà réduit la sous-alimentation de 50 pour cent et est en passe d'obtenir le même résultat pour l'insuffisance pondérale, va probablement atteindre la cible relative à la faim du premier OMD.

Le Bangladesh a connu une croissance économique rapide pendant les deux dernières décennies et a aussi obtenu des résultats plutôt satisfaisants dans le domaine de la nutrition, en particulier dans les années 90. Le PIB par habitant a doublé entre 1990 et 2010 (voir la figure), et le taux de croissance annuel moyen dans le secteur agricole a été égal à 3,3 pour cent (propulsé par des augmentations

Indicateurs du revenu, de la pauvreté et de la malnutrition au Bangladesh, 1990-2011



Note: Les données sur la prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation se réfèrent aux enfants de moins de 5 ans. Source des données brutes: FAO et Banque mondiale.

ENCADRÉ 1 (suite)

spectaculaires des rendements du riz). Les taux de pauvreté ont sensiblement baissé pendant cette période, ce qui indique que la croissance économique est parvenue jusqu'aux pauvres. La prévalence du retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge, un indicateur de la malnutrition chronique) et de l'insuffisance pondérale (poids insuffisant par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de cinq ans a fortement baissé dans les années 90, avant de stagner entre 1999 et 2004. Ainsi, entre 1990 et 1999, le retard de croissance a baissé de 12 pour cent, passant de 63 pour cent à 51 pour cent, et l'insuffisance pondérale est tombée de manière encore plus marquée, de 62 pour cent à 43 pour cent, alors qu'entre 1999 et 2004, aucun progrès n'a été enregistré. L'amélioration s'est ensuite poursuivie avec des ralentissements épisodiques: entre 2004 et 2011, l'insuffisance pondérale a baissé de 7 pour cent, la plus grande partie de la baisse étant concentrée entre 2007 et 2011, et le retard de croissance a reculé de 10 pour cent, dont 8 pour cent entre 2004 et 2007. Selon les estimations actuelles, le Bangladesh qui a déjà réduit la sous-alimentation de 50 pour cent et est en passe d'obtenir le même résultat pour l'insuffisance pondérale, va probablement atteindre la cible relative à la faim du premier OMD.

Mais il reste beaucoup à faire. On estime que la malnutrition au Bangladesh coûte 1 milliard de dollars des États-Unis par an en productivité économique perdue¹. La prévalence de l'émaciation, un indicateur de la malnutrition aiguë, a baissé de 1990 à 2000, avant de remonter inexorablement jusqu'en 2007, pour atteindre 17 pour cent, dépassant le seuil d'urgence fixé à 15 pour cent. Cette hausse est préoccupante dans la mesure où le Bangladesh n'a pas été touché par des catastrophes majeures pendant cette période. (En 2008, après le passage du cyclone Sidr et la crise de la flambée des prix des denrées alimentaires, des études ont indiqué que l'émaciation avait grimpé jusqu'à un taux de 25 pour cent). Le dernier chiffre, 16 pour cent en 2011, est encore supérieur au seuil d'urgence, ce qui ne manque pas de susciter des inquiétudes. De plus, les niveaux du retard de croissance (41 pour cent) et de l'insuffisance pondérale (36 pour cent) restent très élevés et représentent de graves problèmes de santé publique.

¹ Ambassade des États-Unis, Dhaka. 2012. *U.S.-Funded study shows true cost of malnutrition in Bangladesh*. Communiqué de presse, juin 2012 (disponible à l'adresse http://photos.state.gov/libraries/bangladesh/8601/2012%20Press%20Releases/USAID%20malnutrition%20study_%20Jun%202012.pdf).

la croissance des revenus, il faut que des politiques et des institutions efficaces leur apportent un soutien supplémentaire, notamment des services de santé et une éducation nutritionnelle, pour que la nutrition des enfants s'améliore. Par exemple, une étude a conclu que c'était peut-être l'absence de ce type d'environnement favorable qui expliquait pourquoi la forte croissance économique observée en Inde n'avait pas entraîné une réduction uniforme de la dénutrition des enfants dans les différents États du pays¹⁹.

Beaucoup de pays ont enregistré des améliorations en matière de nutrition, cependant l'insuffisance pondérale (poids insuffisant pour l'âge) reste le principal facteur de risque qui contribue à la charge de morbidité globale dans le monde en développement. En 2010, dans les pays en développement, plus de 100 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans présentaient encore une insuffisance pondérale. Les enfants des ménages les plus pauvres risquent deux fois plus d'en souffrir que les enfants des ménages les moins pauvres. On estime que la malnutrition infantile est une cause sous-jacente de la mort, dans 35 pour cent de tous les cas de décès d'enfants âgés de moins de 5 ans²⁰.

Les carences en micronutriments (la «faim invisible») touchent encore plus de 30 pour cent de la population mondiale avec, pour conséquences, un accroissement de la morbidité et de la mortalité, des troubles du développement cognitif, une limitation de la faculté d'apprentissage et de la

productivité, une diminution de la capacité de travail des populations due aux nombreuses maladies et infirmités, et la perte tragique de potentiel humain. Il est indispensable de vaincre la malnutrition en micronutriments pour garantir le développement. Dans le cas de l'anémie liée à la carence en fer, la prévalence n'a pas beaucoup évolué et a même augmenté dans certains pays²¹. En Inde, le retard de croissance et les carences en fer et en iode se traduisent par des pertes de productivité équivalant chaque année à 2,95 pour cent du PIB²². En Sierra Leone, la carence en fer chez les femmes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture représentera un coût de 94,5 millions de dollars des États-Unis sur cinq ans²³.

Une croissance économique plus rapide peut faciliter la prise de mesures plus efficaces pour prévenir et combattre les carences en micronutriments. Les stratégies de développement agricole qui promeuvent les activités hautement productrices de valeur, tant au plan nutritionnel qu'au plan des revenus, par exemple l'élevage, la production de fruits et l'horticulture, favorisent la diversification des régimes alimentaires. En outre, la complémentation alimentaire ciblée sur les plus vulnérables, en particulier pendant les 1 000 premiers jours qui suivent la conception jusqu'à l'âge de deux ans, et l'enrichissement des principaux produits alimentaires au niveau national se sont révélés être des stratégies d'un excellent rapport coût-efficacité²⁴.

■ La transition nutritionnelle et la double charge de la malnutrition

Avec la hausse des revenus et la progression de l'urbanisation, les gens adoptent progressivement un mode de vie caractérisé par une activité physique réduite, moins de temps à consacrer aux tâches ménagères et davantage de repas pris à l'extérieur. Les régimes alimentaires comportent de plus en plus d'aliments semi-transformés très énergétiques et deviennent plus riches en graisses saturées, sucre et cholestérol. On parle de «transition nutritionnelle»²⁵. Selon les experts, la transition nutritionnelle qui a d'abord été associée aux populations urbaines plus aisées, s'étend rapidement à tous les types de sociétés²⁶.

La transition nutritionnelle s'accompagne d'une augmentation de la suralimentation et de l'obésité. Il semble aussi qu'elle ait une relation causale avec la transition relative à la charge de morbidité et la mortalité, qui est appelée «transition épidémiologique»²⁷. Il s'agit de la modification du profil des maladies qui était dominé par une mortalité largement imputable aux maladies infectieuses et transmissibles et qui est désormais caractérisé par une augmentation des maladies non transmissibles, telles que les maladies cardio-vasculaires et les diabètes. Selon l'OMS, la surcharge pondérale (indice de masse corporelle [IMC] 25) et l'obésité (IMC 30) sont le cinquième facteur de risque de décès au niveau mondial²⁸.

Globalement, le nombre de personnes en surcharge pondérale est évalué à plus de 1,4 milliard d'adultes²⁹, dépassant le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Cependant, il est permis de penser que les coûts de la surcharge pondérale (mais non de l'obésité) sont moins élevés que ceux de la sous-alimentation. Dans le monde entier, l'obésité a plus que doublé depuis 1980, mais la prévalence de l'obésité de l'adulte est actuellement beaucoup plus élevée dans les pays développés que dans les pays en développement (figure 15). Les taux les plus élevés sont observés en Afrique du Nord et au Proche-Orient, en Amérique du Nord, dans les îles du Pacifique et en Afrique du Sud.

De plus en plus, le monde doit faire face à la double charge de la malnutrition, parce que la dénutrition, en particulier chez les enfants, coexiste avec la surcharge pondérale et les maladies liées à l'alimentation et avec la malnutrition en micronutriments³⁰. La figure 16 présente quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de différentes régions, dont les populations affichent une forte prévalence, à la fois de la dénutrition et de la suralimentation, mesurées respectivement par le retard de croissance chez les enfants âgés de moins de cinq ans et l'obésité de l'adulte³¹.

Pendant longtemps, ces deux dimensions de la double charge ont été perçues comme les résultats de deux facteurs distincts: la pauvreté d'un côté et la richesse de l'autre. Mais

cette distinction est trop simpliste. Aujourd'hui, on peut observer une forte prévalence de la surcharge pondérale, à côté de la dénutrition, dans des pays à faible revenu, voire dans une même famille. La raison de cette coexistence est que la surcharge pondérale n'est pas nécessairement provoquée par une consommation excessive d'aliments mais par une consommation d'aliments non nutritifs, et que les consommateurs pauvres ont souvent un accès limité à l'éducation et à l'information sur la nutrition. Un autre élément d'explication pourrait être la croissance rapide de l'offre en produits introuvables auparavant (par exemple, les plats cuisinés, les boissons sucrées et les aliments à grignoter) dans les chaînes de distribution modernes de beaucoup de pays en développement. Souvent, ces produits remplacent les aliments traditionnels, y compris les aliments vendus en rue dans les zones urbaines.

Aujourd'hui, il est de plus en plus évident que la double charge de la malnutrition se manifeste souvent comme un problème lié au cycle de vie dans les familles à faible revenu. Les femmes pauvres qui souffrent de dénutrition pendant la grossesse, donnent naissance à des bébés sous-alimentés. Une nutrition insuffisante pendant le développement prénatal et la petite enfance, suivie plus tard dans la vie par une augmentation excessive de la consommation d'énergie alimentaire, peut créer un terrain favorable à la surcharge pondérale ou à l'obésité. La dénutrition (mesurée par le retard de croissance) pendant l'enfance peut accroître le risque de devenir obèse et de souffrir de maladies non transmissibles liées à l'alimentation dans la vie d'adulte. C'est pourquoi, dans beaucoup de pays en développement, tant la dénutrition que la suralimentation et les carences en micronutriments sont souvent enracinées dans la pauvreté. La double charge, illustrée par exemple par des enfants souffrant de retard de croissance et des mères en surcharge pondérale, est donc étroitement associée au développement économique et est de plus en plus souvent observée à l'intérieur même des ménages à faibles revenus³².

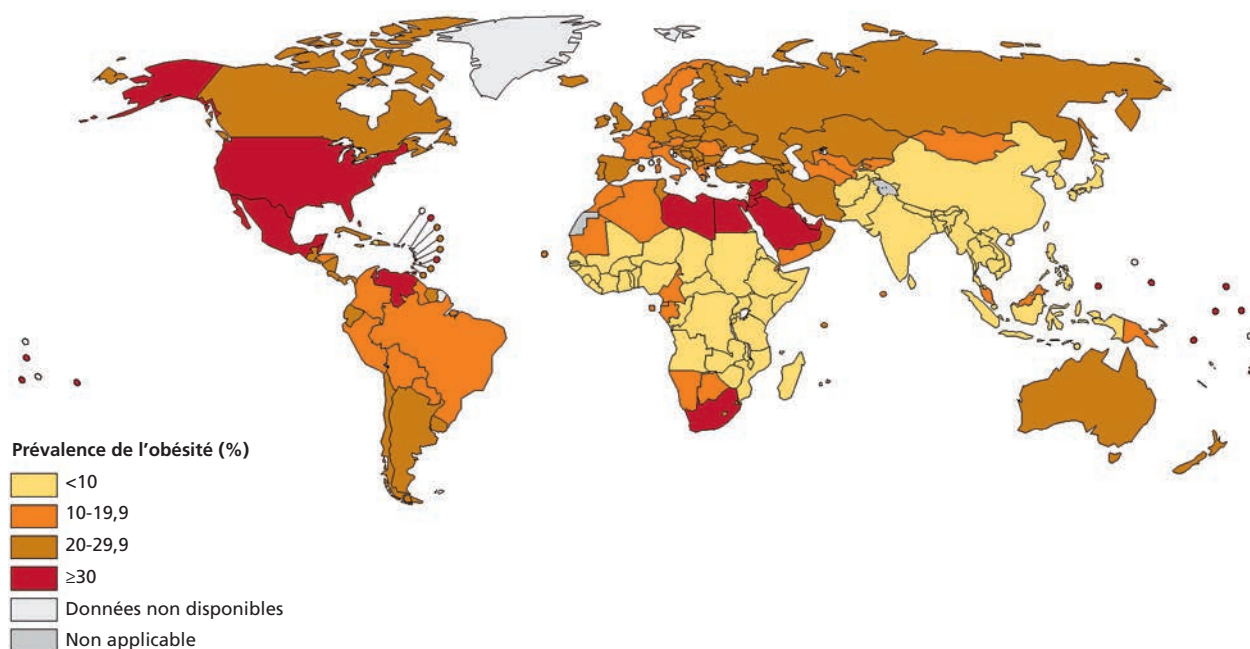
■ Conclusion: il faut améliorer la nutrition aussi rapidement que possible

La modification de l'alimentation qui a été observée au cours des deux dernières décennies a eu des effets à la fois positifs et négatifs sur la nutrition. Du côté des effets positifs, la qualité de l'alimentation s'est globalement améliorée au niveau mondial et la nutrition a progressé dans la plupart des régions du monde. Les taux de mortalité et la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants âgés de moins de cinq ans ont diminué. La prévalence de certaines carences en micronutriments a également reculé, mais dans des proportions très variables selon les régions.

Du côté des effets négatifs, toutefois, le nombre global d'enfants qui souffrent de déficit pondéral et/ou de retard de croissance reste à un niveau inacceptable. De plus, le

FIGURE 15

Prévalence de l'obésité en 2008

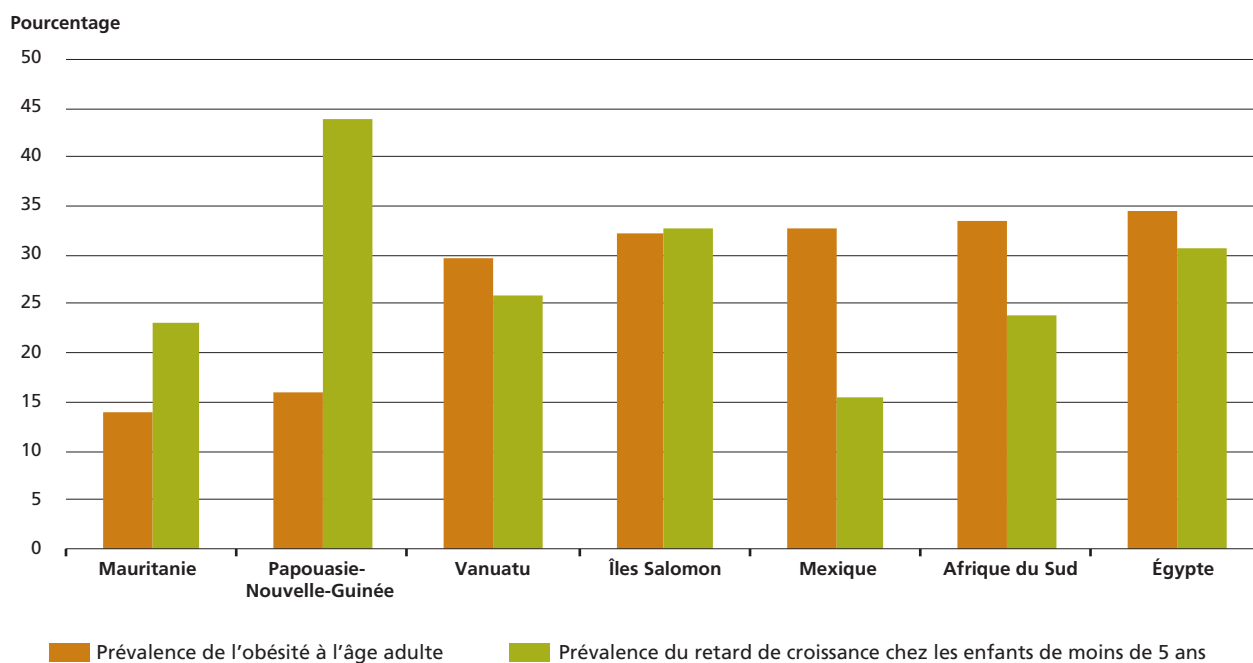


Notes: Les données se réfèrent aux adultes des deux sexes, âgés de plus de 20 ans, en 2008, et sont normalisées selon l'âge. On parle d'obésité lorsque l'indice de masse corporelle est égal ou supérieur à 30kg/m².

Source: Organisation mondiale de la Santé.

FIGURE 16

Le double fardeau de la malnutrition: obésité à l'âge adulte et retard de croissance des enfants, dans des pays sélectionnés



Source des données brutes: Organisation mondiale de la Santé.

nombre global de personnes en surcharge pondérale (mais non obèses) a dépassé le nombre de personnes sous-alimentées, tandis que les carences en micronutriments continuent à toucher une population importante dans beaucoup de pays.

Il est de plus en plus largement admis qu'une forte croissance économique peut entraîner des améliorations importantes de la nutrition. Pour parvenir à ce résultat aussi rapidement que possible, le processus de croissance doit profiter aux pauvres mais doit aussi prendre en compte des considérations nutritionnelles³³. Jusqu'ici, la croissance économique et la nutrition n'ont été que faiblement liées, avec de longs délais avant que de véritables changements ne soient observés dans la situation nutritionnelle. Les politiques visant à appuyer la réalisation de ces objectifs devraient être mises en œuvre dans un cadre intégré agriculture-nutrition-santé. L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition ne consiste pas seulement à accroître la quantité de l'apport énergétique – mais aussi à améliorer la qualité de l'alimentation, du point de vue de la diversité, de la variété,

de la teneur en éléments nutritifs et de la sécurité sanitaire. Les mesures permettant de diversifier l'alimentation et de garantir un apport suffisant de micronutriments peuvent notamment consister à faire un usage judicieux de la complémentation alimentaire ciblée sur les plus pauvres, jusqu'à ce que le coût d'une alimentation diversifiée devienne abordable. Pour lutter contre la suralimentation, il convient de promouvoir des régimes alimentaires plus sains et une modification du mode de vie.

Certes, la croissance économique contribue de manière importante à l'amélioration de la nutrition des populations, mais l'inverse est également vrai, car une alimentation nutritive permet aux populations de jouir d'une bonne santé et de réaliser pleinement leur potentiel physique et cognitif, ce qui contribue à la croissance économique. L'amélioration de la nutrition infantile et l'accès à l'éducation peuvent améliorer le développement cognitif, donc permettre aux enfants de gagner des revenus plus élevés à l'âge adulte – avec des avantages pour les individus mais aussi pour la société dans son ensemble³⁴.